



Première Réunion du Comité de Préparation du cadre pour la réduction des risques de catastrophe post 2015

Déclaration officielle de la Suisse

Genève, le 14 Juillet 2014

Prononcée par S.E. M. Manuel Bessler,
Vice-directeur de la Direction du développement et de la coopération DDC
Chef de domaine Aide humanitaire et CSA
Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Madame la Présidente,

La Suisse est fière de pouvoir prendre activement part à ce processus hautement important, qui déterminera la manière dont nous menons les activités humanitaires et de développement pour les décennies à venir. Permettez-moi tout d'abord de réaffirmer l'engagement ferme de mon pays en faveur du renforcement de la résilience des populations et de la réduction globale des risques de catastrophes.

La Suisse se félicite des efforts fournis et des résultats accomplis dans le

domaine de la réduction des risques de catastrophes durant ces dix dernières années. Depuis le premier Cadre d'action de Hyogo, la thématique n'a cessé de gagner en importance et est désormais fermement ancrée au sommet de l'agenda de la communauté internationale.

Toutefois, il nous est clair que le travail est loin d'être terminé. Les catastrophes continuent à frapper à travers le monde, entraînant de lourdes pertes humaines, sociales et économiques. L'exposition aux risques ne cesse de croître, le rythme des pertes, surpassant celui de nos gains en résilience. La croissance économique et démographique a des conséquences encore trop souvent sous-estimées sur la vulnérabilité de populations, particulièrement celles à bas revenu.

En parallèle, nous constatons une multiplication des catastrophes dites silencieuses, de faible impact mais de fréquence élevée, qui sont la cause de pertes incalculables dans les moyens de subsistance de nombreuses communautés.

Madame la Présidente,

La Suisse estime que le moment est venu pour la communauté

internationale de se réunir et trouver ensemble des solutions innovantes et efficaces en faveur d'une meilleure réduction globale des risques de catastrophes. Il est temps de passer de la phase de développement de principes à celle d'une mise en œuvre systématique. Grâce au travail mené depuis le premier HFA, nous savons dorénavant où et comment agir pour obtenir des résultats concrets et mesurables. De plus, nous serons ces prochains mois dans une conjoncture unique d'évènements majeurs, offrant une opportunité privilégiée de trouver une terminologie et des mécanismes communs pour lier le Cadre d'action post-2015 aux Objectifs post-2015 pour le développement et aux négociations sur les changements climatiques.

Dans sa planification comme dans son exécution, la gestion des risques doit bénéficier d'une approche intégrée, fondée sur une appréhension systémique des risques de catastrophe. Cette approche exige une perspective multidisciplinaire, incluant entre autres des facteurs économiques, politiques, sociaux, culturels, environnementaux et techniques. Étant donné la nature complexe et changeante des risques, seule une compréhension holistique et un partage des informations nous permettra de renforcer durablement la résilience des communautés face à des chocs d'origines et d'ampleurs différentes.

Sur le terrain, un progrès réel pour les populations ne peut se faire qu'en travaillant dans un environnement propice, où les rôles et responsabilités de chaque acteur doivent être clairement définis, avec suffisamment de moyens à la disposition de chacun. La volonté politique, la gouvernance renforcée, l'appropriation locale et la redevabilité sont autant de facteurs décisifs au succès et à l'efficacité des stratégies de réduction des risques de catastrophe. De plus, il est essentiel de continuer à conjuguer les efforts de tous les acteurs concernés par la thématique : individus, communautés locales, gouvernements locaux et centraux, secteur privé, secteur académique, société civile, communauté internationale et tant d'autres.

La Suisse souscrit pleinement à l'adage « la prévention paie ». La réduction des risques de catastrophes est un pilier essentiel du développement durable sans lequel d'énormes investissements de temps et de ressources peuvent être réduits à néant. Le travail de prévention doit s'inscrire dans des agendas à long terme de réduction de la vulnérabilité et de diminution de l'exposition des personnes et des biens aux aléas naturels. Les outils à disposition sont entre autres une gestion intégrée des ressources naturelles, des campagnes efficaces de dissémination d'informations aux communautés locales, une planification

robuste en aval des interventions d'urgence et un bon aménagement du territoire. Par ailleurs, la Suisse salue les efforts du UNISDR d'intégrer de manière plus large les risques de catastrophes dans les systèmes d'évaluation du risque économique pour les entreprises du secteur privé.

À la suite d'une catastrophe, l'amélioration de la qualité du travail fait lors du redressement et de la reconstruction est essentielle pour éviter les vulnérabilités futures. La Suisse soutient l'investissement proactif dans de telles mesures, qui seront une thématique centrale du premier Sommet Humanitaire Mondial. De plus, n'oublions pas les défis posés par des déplacements vastes de la population affectée qui souvent suivent un tel choc.

Madame la Présidente,

La Suisse affirme que pour avoir un impact réel et durable sur la réduction globale des risques de catastrophes, nos activités de prévention, nos interventions de secours, nos efforts de reconstruction et nos programmes de développement doivent être coordonnés et complémentaires. Nous reconnaissons que cette complémentarité, notamment entre acteurs humanitaires et du développement, constitue un défi important. Néanmoins, il est de notre devoir d'y faire face. Le

système d'aide international se doit de pouvoir surmonter ses cloisonnements thématiques et transcender ses barrières institutionnelles. La Suisse s'engage à contribuer activement dans les années à venir à une meilleure rationalisation du système multilatéral autour de la thématique de la réduction de risques de catastrophes.

Pour conclure, nous, gouvernements, portons la responsabilité première de faire avancer le processus vers Sendai de manière décisive et courageuse. Nous nous engageons à parvenir ensemble à un Cadre et une Déclaration Politique convaincants, accompagnés d'annonces concrètes sur la façon dont chacun contribuera à la réduction des risques et soutiendra UNISDR. De plus, il nous semble essentiel d'ancrer la réduction des risques dans d'autres processus multilatéraux, en premier lieu dans les mécanismes de mise en œuvre des Objectifs de développement durables, ainsi que dans le Sommet Humanitaire Mondial, les négociations sur les changements climatiques et les Conférences internationales du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

La Suisse tient à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, Madame Margareta Wahlström, pour son engagement sans

faillie, ainsi qu'à exprimer sa gratitude envers le UNISDR pour l'excellent travail accompli, notamment en soutien à la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo et dans la préparation de son cadre successeur.

Je vous remercie.